



Rétablir la confiance absolument.

Avec la fin progressive du déconfinement et la reprise d'activités, on constate qu'une série de questions se posent quant à la valeur scientifique de certaines affirmations de nos autorités fédérales.

Pourtant, si l'on veut que les mesures de protection continuent d'être appliquées, et si l'on veut que le sentiment d'angoisse de catégories de la population ne se maintienne pas, voire ne se développe pas, il est essentiel qu'un discours unique et cohérent soit tenu par les responsables politiques en s'appuyant sur des expertises scientifiques avérées.

Rappelons comme exemple que le délégué de l'OFSP au COVID-19, a déclaré le 16 avril pour justifier la réouverture des écoles obligatoire le 11 mai : « Les enfants ne tombent pas malades, ils ne sont pas infectés, ils ne sont pas des vecteurs pour cette maladie ». Puis le 17 avril, il a répondu à une question précise d'un journaliste que « Non, ce n'est pas recommandé de remettre des enfants chez les grands-parents. Certains enfants peuvent être infectés. On n'est pas 100% sûr qu'il n'y aura pas de transmission ». Difficile de s'y retrouver lorsque le chef absolu de l'organisation de la lutte contre le COVID-19 tient un discours diamétralement opposé en moins de 24 heures, pour finalement, sous le feu des critiques, annoncer le 27 avril que les grands-parents pourront étreindre leurs petits-enfants ...

Il est compliqué aussi d'accorder une confiance absolue aux règles de précaution et aux mesures de protection lorsque l'on compare les directives des différents pays qui nous entourent avec les nôtres. Juste trois exemples avec la France, toute proche, qui connaît une période de confinement général, contrairement à la Suisse :

- Distance sociale préconisée en Suisse, 2 m., en France, 1 m. ;
- Les femmes enceintes ne sont pas considérées comme personnes à risque en Suisse ; en France si, dès le 6^e mois de grossesse en tout cas ;
- On devient une personne à risque à 65 ans en Suisse, à 70 ans en France.

Partant de l'idée que les scientifiques sont de niveaux et de compétences similaires quel que soit leur lieu de résidence, le Gouvernement jurassien est-il disposé à prendre langue avec les autorités fédérales, dans le but donner confiance à la population, pour

- 1. qu'elles tiennent un discours cohérent dans ses différentes conférences de presse et qu'elles cessent d'en avoir un à géométrie variable en fonction des besoins de l'économie ?**
- 2. qu'elles harmonisent leur discours avec leurs homologues européens afin d'éviter de semer le doute dans les esprits ?**

Delémont, le 29 avril 2020

Groupe Verts et CS•POP
Rémy Meury